



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 439 du 26 juin 2026

Au cœur de la canicule, de la violence sociale, des inégalités insupportables, l'accumulation sans limite de richesses entre quelques mains au détriment de toute la population

Marx écrivait dans *Le Capital* : « l'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre est, d'emblée, capital » (*Le Capital*, livre 1 chap. XXIII). Cette phrase décrit avec précision le monde d'aujourd'hui malgré les gigantesques progrès scientifiques et techniques accomplis depuis par le travail humain.

Depuis l'époque de Marx, la concentration des richesses n'a cessé de croître de manière fulgurante, exponentielle aujourd'hui et a creusé les inégalités de façon tout aussi exponentielle.

La canicule en révèle brutalement les effets dramatiques pour les travailleur·es et les populations les plus pauvres et les aggrave. Plus de quarante degrés au thermomètre de ce deuxième épisode caniculaire depuis mai, un véritable enfer dans les logements dont la moitié sont catalogués comme bouilloires thermiques, au travail où l'immense majorité des usines, ateliers, cuisines de restaurant n'ont ni climatisation ni même ventilation, dans nombre d'hôpitaux, services psychiatriques, Ehpad et autres établissements où patients et personnels suffoquent. Partout les travailleur·es doivent bricoler avec les moyens du bord pour rendre l'air plus respirable. Le gouvernement, paniqué face à son irresponsabilité, a donné des consignes en urgence pour faire fermer des milliers d'écoles, reporter des examens, annuler à l'aveugle des événements publics, arrêter les transports.

Tout entiers investis dans leur politique au service du CAC40 et le militarisme qui l'accompagne, les gouvernements qui se sont succédé depuis des décennies sont tout aussi incapables d'engager la lutte contre le réchauffement climatique que de prévenir et d'anticiper ses effrayantes conséquences. Ainsi, le Fonds vert destiné aux collectivités pour lutter contre le réchauffement climatique est passé de 2,5 milliards à 850 millions, celui pour la rénovation des logements a été amputé de 600 millions. Des coupes budgétaires qui s'ajoutent à toutes

celles qui pillent les budgets publics pour alimenter les profits des milliardaires et de la finance.

À l'origine de la catastrophe en cours, il y a l'implacable logique destructrice du système capitaliste qui plie toute l'activité humaine aux besoins sans limites de l'accumulation du capital, sa soif insatiable de profits nouveaux.

L'hypocrisie des classes dirigeantes et de leurs serviteurs, leur égoïsme et leur indifférence aux difficultés et aux souffrances du monde du travail, des classes populaires, est proportionnelle à leur incurie.

« Boîte noire des hauts patrimoines : pourquoi la France ne sait plus qui sont ses riches ? » titrait un rapport sénatorial publié le 17 juin. Des sénateurs font mine d'y découvrir le scandale de ces milliardaires qui échappent à l'impôt et de patrimoines qui seraient inconnus des services du fisc, les pertes de recettes pour l'État se chiffrant en milliards d'euros. De la même façon qu'ils sont impuissants face à l'évasion et aux paradis fiscaux.

C'est l'ensemble de la société qui craque de partout sous la pression de l'État qui saigne les services publics. La santé est en train d'exploser, la justice et la police consacrées à une politique sécuritaire réactionnaire et impuissante, sont incapables de faire leur travail quand il s'agit d'aider ou de protéger la population alors que l'État consacre des milliards à la guerre.

Le gouvernement panique, le patronat s'inquiète et se tourne vers l'extrême droite, espérant y trouver l'appui nécessaire contre la colère et la révolte qui grondent, contre l'explosion sociale et politique qui menace dans les mois à venir.

Dans le même temps, à gauche, de nouveaux prophètes, économistes patentés, prétendent avoir trouvé la solution pour en finir avec les inégalités et la pauvreté dont chacun est bien obligé de constater l'aggravation et la menace qu'elles représentent pour la société.

Ainsi, le Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab) dirigé par Thomas Piketty a publié le 6 juin, avec Gabriel Zucman et 45 économistes de plusieurs

pays un rapport « *pour un monde plus juste* », le *Global Justice Report* qui planifie l'éradication des inégalités à l'horizon... 2100. Un plan de « *redistribution mondiale* » qui relève de la pensée magique de ces économistes qui, alors que le capitalisme plonge l'humanité dans les drames et les ravages de la guerre, la misère et la destruction de la planète, vendent le rêve d'un avenir qui amènerait 90 % de la population mondiale à doubler son revenu en travaillant deux fois moins, dans le respect de l'environnement.

Leur vision juridique, institutionnelle et moraliste du monde s'en remet aux bonnes volontés, aux bonnes décisions politiques. Ils prônent la taxation mondiale des très hauts revenus pour alimenter un Fonds pour la justice mondiale, une sorte de Banque centrale des Nations Unies pour financer des politiques progressistes en direction des pays les plus pauvres, de sobriété énergétique, d'accès à la santé, à l'éducation, de réduction du temps de travail ... en tablant sur un illusoire bond des gains de productivité, pourtant contredit par la réalité de l'évolution du capitalisme mondialisé financiarisé qui a atteint ses limites.

Méprisant la lutte de classes, ils attribuent l'amélioration du niveau de vie du monde du travail dans les pays riches à une logique interne du capitalisme, porteur de progrès, dont on pourrait réorienter la courbe, interrompue par le libéralisme au début des années 80. Personne ne saura comment... Qu'importe, les élucubrations de Piketty ne manqueront pas d'alimenter les discours des bonimenteurs de la gauche dont il se pose en conseiller pour la présidentielle dans une chronique parue dans *Le Monde* du 20 juin.

Les 0,001 % des ultra-riches de la planète qui possèdent trois fois plus que la moitié de la population la plus pauvre, la gigantesque concentration des richesses dans quelques mains, ne sont pas le résultat de la folie accaparatrice des milliardaires, d'un dérèglement du système, mais ont des causes bien plus profondes qui s'inscrivent dans le fonctionnement même du système, de l'exploitation capitaliste qui repose sur le vol du travail des milliards de producteurs dans le monde par le capital.

Tous les discours de « gauche » visant à donner crédit à l'illusion qu'il serait possible dans le cadre du système d'en finir avec les inégalités et les injustices croissantes, à leurs conséquences et aux drames, aux régressions sociales et démocratiques qu'elles engendrent, sont des mensonges démagogiques. La réalité crue des rapports de classe ruine ces discours creux et prétentieux, leur hypocrisie et démontre qu'il n'y a pas d'autres réponses que la remise en cause du capitalisme dans ses fondements mêmes.

La folle fuite en avant de l'accaparement sans fin des richesses, la marche inexorable du capital

Avec l'introduction en Bourse de sa filiale SpaceX, qui a levé 86 milliards de dollars pour financer son délire extra-

terrestre, Elon Musk est devenu le premier milliardaire de l'histoire. Sa fortune a grimpé à plus de 1 000 milliards de dollars à l'issue de cette opération, un record vertigineux, symbole d'un système barbare où l'explosion exubérante de la fortune de quelques-uns repose sur l'exploitation forcée et la paupérisation croissante de l'immense majorité. A lui seul, il assoit sa richesse sur l'exploitation du travail de l'équivalent de 5 % de l'humanité. Avec ses amis milliardaires de la tech, il concentre une part toujours plus importante de la richesse mondiale, qui selon une étude publiée le 27 mai a augmenté de plus de 9 % en 2025, provenant principalement de la délirante envolée spéculative des valeurs des industries de la tech et de l'IA. Dans tous les secteurs économiques, la fortune professionnelle, personnelle et de patrimoine des milliardaires, géants de l'informatique et de la communication, magnats des industries de l'énergie, du pétrole, de l'armement, pharmaceutiques ou alimentaires, requins de la finance, explose.

Les milliardaires se repaissent de la violence barbare de leur système dans lequel les crises, les guerres, les épidémies, les effets meurtriers du réchauffement climatique sont autant de moyens et d'effets d'un enrichissement sans fin. Les multinationales du secteur de l'énergie des pays du G7 ont empoché 301 millions de dollars par jour depuis le début de la guerre contre l'Iran, les bénéfices des six grandes compagnies pétrolières devraient augmenter de 80 % par rapport aux prévisions d'avant la guerre.

La fortune des milliardaires a augmenté de 80 % depuis 2020, et atteint des sommets inouïs depuis 2025, + 41 %, alors que, selon Oxfam, la richesse cumulée de 60 % de la population mondiale, soit cinq milliards de personnes, ne cesse de diminuer.

Le puits sans fond de la paupérisation et des inégalités, quand le progrès se retourne contre le plus grand nombre

Jamais les mots de Marx, « *l'accumulation de richesses à un pôle est donc, en même temps, accumulation de misère, d'agonie du travail, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité au pôle opposé* » n'ont été aussi vrais qu'aujourd'hui. Les prodigieux progrès accomplis dans tous les domaines de la production, des communications, des transports, de la santé, des connaissances sont pervertis par le capital assoiffé de profit, par l'appropriation privée de ce travail humain qui prive la plus grande partie de l'humanité des moyens nécessaires à sa simple survie. Une personne sur quatre dans le monde ne mange pas à sa faim et près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 5,5 dollars par jour, dans la pauvreté et l'extrême-pauvreté, la malnutrition, sans accès à l'eau, aux soins, aux médicaments pour des maladies que l'on sait soigner, à l'éducation. Des millions de personnes mourront de la rapacité des possédants, de la décision brutale des pays du G7 de supprimer 48 milliards de dollars sur l'aide humanitaire internationale aux pays pauvres. Les conséquences des guerres feront basculer, selon l'ONU, 45 millions de personnes dans la famine extrême.

Les inégalités se creusent et la pauvreté grandit y compris au cœur des pays riches. Depuis l'arrivée au pouvoir de Macron en 2017, les milliardaires français ont doublé leur fortune alors que le niveau de pauvreté a atteint 15,4 % de la population en 2023, son plus haut niveau depuis 30 ans et que se réduit l'accès aux soins, à la nourriture, à un logement correct pour nombre de travailleur-es et de jeunes. C'est bien l'ensemble de la société qui se délite sous la pression inhumaine du capital, délitement illustré par les violences faites aux femmes et aux enfants associées à la montée de l'idéologie masculiniste et suprémaciste propagée par les escrocs idéologues de la domination capitaliste.

L'accumulation du capital et la monstrueuse concentration des richesses poussent à leur paroxysme l'absurdité et la violence de ce système où les richesses produites et le développement des techniques et du progrès se retournent contre les femmes et les hommes, plongent les populations dans le dénuement et la barbarie, détruisent la planète.

La logique implacable de l'exploitation, de la production de marchandises pour le profit capitaliste

Piketty trouve l'origine de sa marche vers l'égalité pour 2100 dans « *les grandes tendances mondiales observées depuis deux siècles : une envolée des inégalités au XIX^{ème} siècle pendant la révolution industrielle, leur réduction historique à partir de la première guerre mondiale et surtout après la seconde, avec notamment le développement des Etats-providence et l'imposition très élevée sur les hauts patrimoines et revenus, permettant une réduction historique des écarts de salaire et de richesse...* » Il reprend et actualise une fable mensongère de la gauche effaçant le fait que cette « *réduction historique à partir de la première guerre mondiale et surtout après la seconde* » a d'abord et avant tout été le produit des rapports de classe et des luttes du mouvement ouvrier dans les pays riches contre une bourgeoisie déconsidérée tremblant de peur devant la menace de la révolution, le spectre d'Octobre 1917 toujours présent aujourd'hui.

A la fin du XIX^{ème} siècle, le formidable développement des forces productives qu'a permis la révolution industrielle est allé de pair avec la formation d'un puissant mouvement ouvrier dans les pays les plus riches et industrialisés. Par son organisation et ses luttes, sa conscience anarcho-syndicaliste et socialiste, il sut construire un rapport de forces lui permettant d'améliorer ses conditions de vie et de travail, contraignant la bourgeoisie à concéder une part des immenses surprofits tirés de l'exploitation féroce des colonies, et de conquérir ses droits démocratiques. Malgré le terrible recul des années trente, la victoire de la contre-révolution stalinienne et du fascisme, la reconstruction de l'Europe après la 2^{ème} guerre mondiale grâce aux dollars américains permit une nouvelle période de développement capitaliste. Le prolétariat imposa à une bourgeoisie qui avait besoin d'instaurer la paix sociale en

associant la gauche politique et syndicale à sa politique, de faire des concessions. L'Etat « providence » fut avant tout pour les capitalistes l'instrument pour relancer la machine à profits par l'exploitation forcenée de la classe ouvrière, en particulier des travailleurs immigrés et des colonies.

Les besoins sans limite de l'accumulation du capital, la baisse tendancielle du taux de profit, la chute des profits au regard des nécessaires investissements de plus en plus importants, continuaient d'exercer leur tyrannie. A la fin des années 1970, Reagan et Thatcher engagèrent l'offensive libérale avec son cortège de privatisations, déréglementations bancaires et financières, de violentes attaques contre le monde du travail, par la remise en question de ses conquêtes, des licenciements massifs. Mitterrand et la gauche se firent, en France, les exécuteurs de cette politique contre le monde du travail.

Même durant les périodes de croissance où la classe ouvrière a pu imposer de meilleurs salaires et conditions de vie, les inégalités n'ont jamais cessé de se creuser, et le monde du travail de se paupériser. « *La loi générale de l'accumulation capitaliste est l'expression concrète du fonctionnement de la loi économique fondamentale du capitalisme, la loi de la plus-value. La course à la plus-value aboutit à l'accumulation des richesses entre les mains des classes exploiteuses et à l'augmentation de l'appauvrissement et de l'oppression des classes non possédantes.* » expliquait Marx. « *Et malgré l'accroissement absolu de la richesse sociale, la part des revenus de la classe ouvrière diminue rapidement* ». (*Le capital*, livre 1 Ch. XXV)

Au début des années 80, la part des richesses mondiales se répartissait entre 39 % pour le capital et 61% pour le travail. Elle est aujourd'hui de 47 % pour le capital et 53 % pour le travail.

Les inégalités, l'injustice et la misère croissante, la dictature du capital contre la démocratie

La dictature qu'impose le capital ruine les prétentions démocratiques des pays capitalistes les plus riches du bloc occidental. La mainmise directe des milliardaires sur l'Etat américain symbolisée par l'alliance Trump-Musk est l'expression de la logique du processus de concentration des richesses entre quelques mains au détriment du monde du travail et de la population. Elle a pour corollaire la concentration de leur pouvoir, la dictature politique de l'oligarchie financière, de son idéologie libertarienne visant à soumettre le prolétariat à ses objectifs dans la guerre commerciale et militaire qui l'oppose au reste de la planète.

Cette terrible logique économique, financière et politique est à l'œuvre ici aussi, c'est l'offensive des Bolloré and co auxquels Macron a ouvert la voie.

L'aggravation de l'exploitation et le chaos destructeur du capital nourrissent partout la révolte des travailleur-es, de la jeunesse sacrifiée, des populations spoliées..., exacerbent les rapports de classe, le besoin de régimes auto-

ritaires et fascisants, pour aggraver l'exploitation, piller les caisses publiques, vendre et marchandiser, financiariser tout ce qui peut l'être, entreprises publiques, santé, éducation, transports, richesses naturelles... imposer aux peuples la guerre et l'austérité, réprimer celles et ceux qui contestent.

Les droits des travailleur-es dans le monde sont partout battus en brèche. Selon la confédération syndicale internationale, « *Les droits des travailleurs se sont détériorés pour la quatrième année consécutive. L'Europe et les Amériques ont toutes deux enregistré leurs pires moyennes depuis la création de l'Indice en 2014. Et pour la première fois, les États-Unis ont été placés sur la liste de surveillance avec un score de quatre, synonyme de violations systématiques des droits.* » « *La crise des droits des travailleurs ne traduit plus un phénomène marginal, elle s'ancre désormais au cœur des démocraties.* » 87 % des pays violent le droit de grève, 75 % la liberté syndicale.

La crise des démocraties bourgeoises, crise mondiale de la domination politique de la bourgeoisie, qui laisse le terrain aux forces les plus réactionnaires, à l'extrême-droite et à ses idées rétrogrades, élitistes, racistes et xénophobes, sexistes, provoque une prise de conscience de milliards de femmes et d'hommes dans le monde. La conscience que leur monde est fini, ouvre la perspective et la nécessité pour les travailleur-es et les peuples de prendre eux-mêmes les affaires en main.

« Nous ne voulons pas le pain, ni même l'argent du pain, mais toute la boulangerie » (les Gilets jaunes)

La question des inégalités et de leur aggravation, de la régression et de la décomposition sociales ne peut trouver de réponse dans les bobards d'intellectuels en mal de prophéties qui tremblent à l'idée de la lutte des classes et rêvent de convaincre la bourgeoisie de leurs prédictions. Tout, sauf la révolution ! Ils ont bien compris, en fait, l'alternative qui est posée à l'humanité : qui doit diriger la société, celles et ceux qui produisent tout, qui la font tourner au quotidien, ou le clan des milliardaires emportés par leur folie de s'envoler vers Mars pour échapper aux affres et au chaos que génère leur propre système ?

Ils ont compris mais choisissent leur camp, aveuglés par eux-mêmes et leurs préjugés sociaux élitistes.

Ils voudraient donner des arguments à cette gauche politique et syndicale qui raisonne en fonction de ses propres intérêts d'appareils et, elle aussi, craint le prolétariat et la révolution. Ils voudraient nous faire croire qu'on peut lutter contre les inégalités et la pauvreté au sein même du système, au cœur de ses institutions. Partager le gâteau, prendre aux uns pour donner une plus grande part aux autres, un égalitarisme moral fantasmé qui voudrait masquer ou justifier la collaboration de classe.

Il n'y a pas de « droit égal », de « répartition équitable ». Au quotidien, en toute lucidité, les travailleur-es ont besoin de s'organiser pour défendre leurs droits, les salaires, les conditions de travail et de vie, imposer l'interdiction des licenciements, se protéger elles et eux-mêmes collectivement. Mais les inégalités et la misère croissantes ne trouveront de solution qu'en brisant la logique de l'accumulation capitaliste, par la prise en main démocratique de l'économie et de toute la société par celles et ceux qui produisent les richesses, qui font tourner la société. En planifiant la production et les échanges, sur la base de l'expropriation des milliardaires qui règnent sur les multinationales et les banques, pour répondre aux immenses besoins humains et de réparation de la nature.

Marx écrivait, en 1875, dans [Critique du programme de Gotha](#) : « *Dans une phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et avec elle l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais sera devenu le premier besoin vital ; quand avec le développement des individus à tous égards leurs forces productives se seront également accrues et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »*

Christine Héraud